

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Les secteurs du socioculturel font bloc le 14 octobre à Bruxelles

**« Sans nous, pas de lien social,
pas de démocratie vivante et moins de bien-être ! »**

Face à des réformes et des coupes budgétaires qui mettent en péril des milliers d'associations et d'emplois, les fédérations des secteurs socioculturel et de la culture rejoignent l'appel des syndicats pour une mobilisation nationale du secteur non marchand le 14 octobre prochain à Bruxelles. À travers cette action, les associations feront entendre leur voix pour défendre des secteurs essentiels et exiger des investissements publics à la hauteur des besoins de plus en plus criants de la population.

Un secteur insécurisé et sur le fil

« Notre secteur est aujourd'hui sur le fil. Les réformes en cours et autres perspectives avancées par les gouvernements fragiliseraient durablement des centaines d'associations, de mettre en péril la stabilité de l'emploi et, surtout, de compromettre l'accès de toutes et tous à la culture, à l'éducation, à la participation citoyenne, à l'émancipation. Nous serons là, en nombre, pour défendre ces piliers de notre démocratie », déclare Elise directrice d'une organisation d'éducation permanente.

Dans un climat d'insécurité financière croissante depuis plusieurs décennies, de sous-financement chronique, de mécanismes aux forfaits ou qui ne prennent pas en compte les réalités de travail sectorielles, les associations et leurs équipes vivent déjà une précarité structurelle et subiront de plein fouet les effets directs et en cascade des réformes et des mesures d'économie annoncées. À terme, c'est la pérennité même de nombreux services essentiels répondant à des missions d'intérêt général qui serait menacée.

Cela concerne notamment :

- **L'immobilisme à Bruxelles**

Le gel des subventions dites "facultatives", combiné au maintien d'un système de subventions en 1/12e provisoire, empêche toute prévisibilité budgétaire, bloque les initiatives locales et prive les associations de leurs marges de manœuvre essentielles.

- **Les économies annoncées en Wallonie et sa nouvelle réforme APE**

Les coupes prévues dans les budgets régionaux fragilisent directement les secteurs de la formation et l'insertion socioprofessionnelle. La nouvelle réforme APE annoncée risque de mettre à mal la stabilité de milliers d'emplois dans les secteurs socioculturel et culturel si elle n'est pas pensée au regard des nombreuses réalités associatives et sectorielles.

- **Les réductions budgétaires annoncées à divers niveaux de pouvoirs**

Les annonces récentes de réductions des subventions structurelles et facultatives destinées aux secteurs socioculturel et culturel, cumulées au fait que plusieurs secteurs ne sont déjà pas financés à 100% de leur décret, risquent de restreindre drastiquement les moyens de fonctionnement des associations et de provoquer des réductions d'activités, des pertes d'emploi (aggravant davantage le nombre de demandeurs d'emploi) et certaines fermetures. Avec des conséquences en cascade sur d'autres dispositifs à l'emploi comme le Maribel.

- **La réduction de la déductibilité fiscale des dons au niveau fédéral**

La réduction de la déductibilité fiscale des dons affaiblira la capacité des associations à mobiliser des ressources privées, aggravant leur dépendance à des financements publics déjà insuffisants et instables.

Le risque avec ces plans d'austérité, c'est de faire peser une menace sur toute la vitalité du secteur qui serait menacée : impossibilité de planifier, dégradation de l'offre d'activités, fermeture de lieux, suppression d'emplois, disparition d'actions auprès des publics les plus vulnérables.

Des témoignages alarmants du terrain

Partout à Bruxelles et en Wallonie, les actrices et acteurs de terrain témoignent des impacts des décisions budgétaires des gouvernements sur le terrain.

Christophe, directeur de Centre culturel, alerte : « *Nous organisons des ateliers pour des jeunes en rupture, des expositions, des soirées débats... Mais faute de moyens stables, nous devons revoir nos activités à la baisse. Ce sont les publics les plus fragiles qui en paient le prix.* »

Gilles, directeur d'un Centre d'Expression et de Créativité, ajoute : « *Nos activités contribuent à renforcer l'esprit critique, la participation citoyenne, à lutter contre l'exclusion. Les coupes budgétaires annoncées menacent directement ces espaces d'expression et d'émancipation. Ce serait un recul démocratique majeur.* »

La menace est aussi présente sur les dispositifs d'aide à l'emploi (APE et ACS), véritables piliers de l'emploi associatif. Thibault, directeur d'une Organisation de jeunesse dénonce : « *Ces dispositifs sont vitaux. Sans eux, pas d'accueil, pas d'ateliers, pas de projets. Aujourd'hui, leur avenir est remis en question. C'est incompréhensible quand on voit combien ces emplois permettent d'accompagner des jeunes et de créer du lien.* »

Le socioculturel et la culture ne sont pas une variable d'ajustement budgétaire !

Les fédérations socioculturelles et culturelles exigent :

- **Des politiques d'emploi ambitieuses et adaptées aux réalités de terrain.**
- **Le maintien intégral et la pérennisation des emplois APE et ACS.**
- **Des financements structurels stables et suffisants pour assurer les missions des associations.**

En annexe :

Le document complet d'appel à la manifestation du 14 octobre, détaillant les enjeux, revendications, modalités pratiques et la liste des partenaires.

Pour plus d'informations, interviews et reportages :

Geneviève Nicaise, Secrétaire générale de la COJ

 +32 (0)475 90 13 88

 genevieve.nicaise@coj.be

Isabelle Gillard, Directrice d'Incidence

 +32 (0)478 99 38 16

 isabelle.gillard@incidence-asbl.be